

## **Groupe Corte 96**

*Texte conçu en 2002*

### **La Corse : d'une identité défensive à une identité d'ouverture**

*"Parce que sur nos rivages se sont échoués comme les vagues, au cours des siècles, les peuples de la Méditerranée toute entière.*

*Parce que les hommes y ont façonné, au carrefour d'influences diverses, un chant profond dont ils ont su intégrer et conserver les accents les plus éloignés dans une expression originale.*

*Parce que se croisent encore aujourd'hui dans ce pays la richesse et le sous-développement, l'exil et le retour, l'Europe et l'Afrique, le courage et la peur, l'espoir et la résignation, la barbarie et l'amitié.*

*Parce que l'histoire y éternue parfois entre la volonté d'être soi-même et l'angoisse de s'assumer.*

*Parce que, plus près des conjonctures, l'ambiguïté et le mensonge sont soigneusement entretenus en Corse et donnent son sens réel au racisme quotidien (...)*

*Parce que les réponses à ces interrogations sont en partie contenues dans le témoignage que les Corses doivent être capables d'apporter à la lutte contre l'intolérance, le mépris et l'aliénation..."*

*(texte fondateur de l'association Ava Basta)*

**Il nous semble nécessaire de réfléchir et d'apporter notre part  
à la construction de l'avenir.**

## Avant-propos

Notre groupe est né d'un colloque tenu à l'Université de Corse en mars 1996 sur le thème "**Réflexions éthiques sur la société corse**". Ce colloque s'était tenu à l'initiative de l'Église de Corse. Sur cette lancée, notre groupe informel s'est donné comme objectif d'offrir un espace de rencontre, en dehors de toute organisation politique, pour un échange susceptible d'éclairer nos attitudes et quelques uns de nos choix.

En décembre 1997 notre groupe a eu pour la première fois l'idée de livrer l'un de ses sujets de réflexion à travers un texte "**Réhabiliter la politique en Corse**".

Début juin 1999 le fruit de longs échanges et confrontations entre nous a donné lieu à un texte paru dans "**le Monde diplomatique**". Il avait pour titre "**Entre le droit à l'égalité et le droit à la différence**". Le journal, de son côté, a cru bon de l'intituler "**la Corse et la République**".

En février 2001, nous avons rendu publique une déclaration : "**Pour que soit servi le bien commun**". Nous nous étions inspirés de six repères indiqués dans une déclaration de la commission sociale des évêques de France ("**Réhabiliter la politique**"). L'un d'entre eux a fait question pour nous, compte tenu de la situation corse. En effet, l'opposition des termes "universalisme" et "nationalisme" nous a semblé mériter un effort approfondi de réflexion. Il n'était pas question pour nous de récuser l'exigence d'ouverture à l'universel. Nous sommes en fait convaincus que la Corse se doit d'entrer à frais nouveau dans une dynamique d'universalité. Mais il nous fallait au préalable chercher entre nous les raisons pour lesquelles la sauvegarde et la promotion de notre particularité corse pendant plusieurs décennies se sont faites sous le signe du nationalisme. Le but n'était pas d'en rester là, mais de voir quels chemins s'ouvrent à nous pour une réelle participation au bien commun le plus universel. Du coup notre contribution se donne pour titre : "**La Corse : d'une identité défensive à une identité d'ouverture**".

Pour comprendre l'esprit dans lequel s'est effectué ce travail, il convient de préciser deux aspects : l'objectif du groupe mais aussi sa méthode.

L'objectif a été d'élucider, autant qu'il nous était possible, le phénomène identitaire et sa traduction nationaliste, puis de voir selon quelle logique devrait s'opérer cette ouverture à l'universel qui, dès le départ, était notre préoccupation.

La méthode ne pouvait être, au fil de nos rencontres, que celle d'une confrontation. Notre diversité faisait apparaître d'emblée des différences d'approches. Nous n'avons surtout pas voulu uniformiser à tout prix. La libre expression du groupe nous a permis de repérer six thèmes. Sur chacun il y a eu un temps de travail de l'ensemble du groupe. Et finalement pour chaque thème une première rédaction a été confiée à un ou deux membres du groupe, avant d'être examinée et amendée par tous. Il reste que la rédaction de notre texte est une rédaction plurielle, et que le lecteur averti n'aura aucune peine à

reconnaître à la fois des styles et des accents divers.

Il nous faut également noter un trait essentiel de notre démarche. Notre point de départ nous imposait de tenter, sans appareil scientifique particulier, un essai d'explication aussi honnête que possible. L'explication nous conduisait à remonter le cours de ces dernières quarante années. Le souci de mettre en lumière les causes et leur enchaînement nous a guidés de bout en bout. Ce type d'explication historique pourrait donner le change. Et l'on pourrait croire que notre but était la justification pure et simple du nationalisme. Tel n'était pas en fait le propos du groupe en son ensemble. Il ne faut pas confondre explication et justification.

Nous livrons cependant un constat. Les années ont passé. Beaucoup d'idées-forces de ce qui était le régionalisme, puis l'autonomisme et le nationalisme sont entrées peu à peu dans le domaine commun. Les combats ont été souvent équivoques. Les drames n'ont pas manqué. Les stratégies ont été à certains moments fort obscures. Bien des procédés ont mérité la réprobation, surtout lorsque la clandestinité et la violence ont pris le pas sur le débat démocratique. A l'heure qu'il est, malgré les trêves, la violence demeure une pierre d'achoppement. S'y résigner est strictement impensable. L'effort de lucidité que réclame cette situation ne peut empêcher – et c'est encore de l'ordre de la lucidité – que soient reconnues la force et la pertinence de certaines perceptions qui ont traversé les décennies et autour desquelles s'établit aujourd'hui un relatif consensus.

Corte 96-2002

Michel ACQUAVIVA / François ALFONSI  
Jean-Claude BIANCHINI / Jean-Pierre BONNAFOUX  
Dominique CASANOVA / Pierre Dominique DE LA FOATA  
Madeleine KOVALEVSKY / Marie Antoinette NUTTINK-RACCAT  
Jacques ORSONI / François PERNIN  
Gaston PIETRI / Jean-Pierre POÛ / André SERRA

## I – Une blessure à dépasser

Quand nous nous sommes interrogés sur les raisons de la persistance d'un mouvement nationaliste en Corse, il nous est apparu que rien ne pouvait s'expliquer sans l'existence durable d'un malaise, voire d'une souffrance partagée à différents degrés. Le terme qui s'impose à nous est celui de blessure identitaire. C'est à cette blessure que s'alimente le besoin d'identification qui assez vite, chez certains, a pris forme de revendication politique.

Remontant le cours des années, l'observateur n'a pas de peine à voir que, dans un premier temps, la frustration des Corses tenait surtout au sentiment de ne pas être traités comme des Français à part entière. Les Corses seraient-ils des Français de seconde zone ? Telle était la question que nombreux de nos compatriotes se posaient. Les vrais besoins de l'île, le pouvoir français semble les ignorer. Il n'empêche que les Corses, dans leur très grande majorité, se sentent français sans restriction. Il faudra du temps pour que le mouvement protestataire se donne un fondement régionaliste.

### La particularité : un motif de fierté

Dans les années 1960, c'est un étonnant basculement qui se produit. Corses et Français tout à la fois, les insulaires ressentent de plus en plus vivement que leur particularité n'est pas d'abord le handicap que des mesures sectorielles pourraient aider à surmonter. C'est la particularité elle-même qui doit être respectée et donc reconnue. Pour un certain nombre de Corses, et notamment des plus jeunes, cette particularité avait cessé d'être une source d'humiliation, comme elle l'était encore lorsque l'exigence de dignité se traduisait en terme de parité par rapport aux autres régions françaises. Bien au contraire elle était devenue un motif de fierté. Il n'est pas banal qu'on ait vu fleurir à cette époque des inscriptions du genre "**so corsu e ne so fieru**" ("je suis corse et j'en suis fier").

Paris semblait alors fermé à l'idée que ce renversement, même s'il n'était pas spectaculaire, méritait considération. L'affaire des boues rouges de la Montedisson, les projets d'un centre d'essais nucléaires à l'Argentella, les menaces de suppression du train, suscitent craintes, protestations, et manifestations d'une ampleur surprenante. Lorsque viendront dans les années 1960 les premières mesures significatives en faveur de l'économie corse, elles seront vite ressenties comme ambivalentes. Si beaucoup saluaient les projets concernant la naissance d'une agriculture moderne et le développement du tourisme, d'autres percevaient dans ces programmes les premiers signes évidents d'un modèle de développement destiné à faire l'impasse sur l'identité de la Corse. C'est ainsi que les projets de mise en valeur du potentiel économique de la Corse très vite susciteront globalement la méfiance. Et par là s'amorçait une véritable mobilisation qui s'étendra bien au-delà des cercles militants.

## Revendication identitaire et revendication politique

Sur fond de tableau régionaliste, cette mobilisation, dans une population corse passablement atomisée, est alors le principal facteur de lien social. Que défend-on et qu'affirme-t-on ensemble, sinon une identité ? Progressivement est née la prise de conscience d'une identité gravement en péril. C'est ce qu'étaient en train de théoriser à Paris, notamment, au cours des années 1960 et 1970, des étudiants corses qui n'hésitaient pas à recourir à des concepts tels qu'exploitation, colonisation, jacobinisme centralisateur, entreprise de destruction d'identités locales.

C'est vraiment de blessure qu'il faut parler, même si la grande majorité de la population ne l'explicitait guère et surtout pas en termes politiques. C'est précisément ce décalage entre une revendication identitaire et la revendication proprement politique que l'Etat a quasi systématiquement ignoré. Par le fait même il se trouvait conduit à des affirmations du genre "il y a des problèmes en Corse, il n'y a pas de problème corse". Ce qui déjà dans les années 1970 s'avérait inexact. Il en a résulté inévitablement une politisation, plus aiguë qu'elle n'aurait pu être, de questions telles que celle de la sauvegarde, voire de la renaissance de la langue corse. La jeune génération surtout en a fait une cause de première importance. Il est difficile de nier que, par rapport à l'identité en danger, l'angoisse soit ainsi devenue, au fil des ans, une angoisse collective.

Dans la même période, tout un mouvement social, et non pas exclusivement un courant politique, se trouve, de diverses façons, réprimé. Certes les premiers groupes polyphoniques, porteurs de compositions véritablement neuves par rapport à un certain folklore, ne cachent pas, à travers les paroles de leurs chants, leur engagement résolu pour la cause d'une Corse fidèle à son histoire. Sont-ils pour autant des simples courroies de transmission d'un mouvement politique devenu, dès les années 1980, nationaliste ? Répondre oui relèverait du simplisme. Toujours est-il que ces groupes, dont les premiers succès se sont avérés de véritables succès populaires, ont été souvent suspectés, entravés dans leurs manifestations. Ce type de répression, même quand il se voulait discret, a contribué à faire monter le taux d'agressivité de la revendication identitaire trop facilement confondue avec une revendication politique de nature institutionnelle. Pour beaucoup tout se passait comme si l'action des pouvoirs publics comportait une note anti-corse. Peu de responsables politiques en Corse, parmi les élus, semblaient conscients des distinctions à établir. Seul, dans les circonstances d'alors, le Parti communiste manifestait qu'il avait saisi qu'il était possible de soutenir bien des revendications de type identitaire et refuser toute approbation au mouvement politique qui s'affirmait dans le sens de l'autonomie.

## Une réappropriation de l'histoire

Comment une telle prise de conscience aurait-elle pu aller sans une réappropriation de l'histoire ? On a souvent dit que l'histoire est toujours écrite du côté des vainqueurs. Jamais une telle affirmation n'a paru aussi vraie que pour ceux qui découvraient, pour la première fois, ce que fut la conquête militaire de l'île, ceux qui comprenaient que le mot "d'annexion" de la Corse à la France cachait en fait une vente. Pendant deux siècles, des pans entiers de l'histoire de la Corse avaient été mis entre parenthèses. Le réveil de la mémoire collective en ce domaine ne pouvait qu'être accompagné de crispations. On ne peut s'étonner que, dans certains cercles, l'interprétation de ces pages d'histoire de la Corse soit, non seulement politique, mais encore une clef de lecture de la situation présente. Et cela par le jeu de transpositions qui peuvent paraître fort systématiques lorsque, par exemple, de la résistance armée face à la présence française à ses débuts, le discours passe automatiquement à la lutte armée d'aujourd'hui contre la politique de l'Etat français.

Les Corses ont connu une émigration massive. Cette hémorragie pendant longtemps a paru chose normale. Bien intégrés à la France, certains ont pu faire de brillantes carrières, notamment dans l'administration coloniale, jusqu'à ce que la décolonisation, entre 1956 et 1962, supprime ces débouchés. Les anciens colons de retour au pays se trouvent alors devant une Corse déshéritée. Ce qui avait été, pour beaucoup d'entre eux, une réussite personnelle coïncidait désormais avec l'amer sentiment d'un échec collectif pour la Corse. Partir pour réussir, dans les représentations, venait de se transformer en exil. Ceux qui après coup se découvraient comme anciens exilés se rendaient compte combien, dans leur mémoire, ils avaient entretenu une vision immuable de la Corse natale. Au contact de ceux qui n'ont pu quitter et de ceux qui ne veulent plus quitter la Corse, la confrontation au réel se fait douloureuse pour certains, résignée pour d'autres, et pour d'autres encore militante. Empêche-t-on la Corse de se perdre en oubliant ce que son histoire et sa culture ont fait d'elle ? Telle est l'interrogation.

Ces quelques traits tentent de cerner la blessure identitaire d'où est sorti un mouvement qui véhicule jusqu'à l'exacerbation le sentiment de la particularité insulaire. Notre conviction est que la prise en compte de cette blessure et des réactions qu'elle a entraînées est le passage obligé pour l'indispensable démarche visant à ouvrir à l'universel la Corse, telle que l'a façonnée l'histoire de ces dernières décennies.

## **Une manière particulière d'être humain**

La blessure identitaire est liée à la conscience vive d'une identité profondément menacée. Une telle blessure ne peut se cicatrifier en un jour. Notre conviction pourtant est celle de l'urgence d'un dépassement. Dépassement parce que ce réflexe défensif bien compréhensible porte en lui, nous le savons bien, la tentation de l'exclusivisme. Le territoire, l'histoire et la culture ont forgé une identité qui fait de cette île, jusque dans l'ensemble français, une réalité aux traits nettement identifiables et méritants d'être pleinement reconnue dans sa particularité. L'époque où nous sommes obligés les Corses à s'interroger en toute clarté : qu'est-ce qu'une particularité culturelle ? Aurait-elle encore un sens si elle n'était une manière particulière d'être humain ? L'essentiel est bien d'être humain, de l'être intégralement, et de l'être non pas isolément mais dans le monde en sa diversité. Conjuguer l'enracinement et l'ouverture est désormais l'une de nos tâches les plus urgentes. Sans racines, l'homme n'est qu'un apatride. Pour être universel, il a besoin avant tout, à partir du sol ferme de sa singularité individuelle et de groupe, de nouer des relations effectives avec d'autres. Il n'y aura d'avenir que dans un apprentissage de plus en plus intense des complémentarités. Tout homme est toujours un étranger pour l'autre, mais en même temps un semblable. Il en est de même pour les peuples. Ce n'est pas malgré les autres, mais avec les autres, et en un sens grâce aux autres, que nous construirons notre avenir.

## **Une communauté de valeur**

La Corse est un "petit bout" d'Europe. Désormais ouverte à vingt cinq pays, l'Union Européenne devra renforcer son unité à partir de sa diversité culturelle et linguistique. Parmi les 450 millions d'habitants que comptera bientôt l'Union Européenne, 40 millions au moins utilisent aujourd'hui l'une de ces langues classées parmi les langues régionales ou minoritaires. Il est dommage que la France ait manifesté une si forte réticence par rapport à la charte européenne des langues régionales et minoritaires.

Notre attachement à la particularité culturelle et linguistique de la Corse trouve tout son sens à partir de la conviction que l'unité, loin d'exclure, suppose cette diversité et réclame pour elle une prise en compte réellement positive. Pour ce qui est de l'Europe, cette diversité est l'un des éléments de sa richesse. Que sera la construction en cours ? Nous ne pouvons accepter qu'elle soit seulement une association d'intérêts, si légitimes soient-ils, ni même une simple alliance stratégique. Pour être d'abord une communauté de valeurs, il importe qu'elle soit le lieu d'un fécond dialogue des cultures. C'est par là qu'elle aura quelque chance d'être exemplaire à l'heure où la mondialisation oblige à redéfinir les différences par rapport à une conscience mondiale en plein devenir.

En fait la mondialisation apparaît assez généralement comme une menace par rapport aux cultures. La crainte est de voir les techniques de communication envahissantes, et l'emprise des modèles qu'elles véhiculent, provoquer à terme un affaiblissement sinon une disparition des diverses cultures. Or le nivellement des cultures

n'est pas inscrit comme une fatalité dans le phénomène de la mondialisation. Ce qui est inévitable, c'est une certaine transformation. Une culture, dès l'instant où elle touche en profondeur à la manière même d'être humain, porte en elle des ressources qui devraient lui permettre d'assimiler, sans y perdre son originalité, l'apport extérieur que représentent les techniques. Parmi ces techniques, il y a les outils médiatiques. Leur utilisation, dans laquelle les jeunes excellent, peut être un lieu où la synthèse a de fortes chances de s'opérer entre tradition et modernité.

## **Le risque de la rencontre des hommes et des cultures**

L'exigence pour nous est d'entrer à notre manière dans ce dialogue des cultures sans lequel il n'y a pas d'universalité. Quoiqu'il en soit de notre faiblesse numérique, et par delà le danger de l'enfermement, il nous faut croire que la communication est possible. De plus cette communication est appelée à être créatrice. Nous affirmer dans notre origine n'a de chance d'être facteur d'humanisation que si, dans le même temps, nous prenons le risque en quelque sorte de nous exposer à l'appréciation des autres. Dans ce domaine la première condition est de surmonter la peur de se dissoudre.

Notre patrimoine culturel, en même temps que notre patrimoine naturel, constituent dorénavant dans les mentalités et dans les faits un facteur important du développement d'un tourisme mieux maîtrisé que par le passé. Pourquoi ne pas parier que le tourisme lui-même pourra être dans notre île l'une des expressions les plus tangibles de la rencontre des hommes et des cultures ? La société corse est bien plus complexe actuellement qu'elle ne l'était lorsqu'à partir de la blessure identitaire apparaissaient les premiers symptômes de ce qui est devenu le courant nationaliste. A une logique spontanément univoque nous nous devons de substituer une logique complexe.

## **De la juxtaposition à l'échange**

L'Europe s'est donnée, lors du sommet de Nice en 2001, une charte européenne des droits fondamentaux. Cette charte paraît destinée à figurer comme telle dans la future constitution européenne. Y sont exprimées des valeurs dont l'ensemble devrait pouvoir donner une âme à cette Europe que trop d'intérêts purement économiques réduiraient aisément à une zone de libre-échange. Ces valeurs sont pour une large part le produit d'un héritage dont le christianisme représente une composante essentielle. Dans ces valeurs, à notre place, nous pouvons nous reconnaître. Les cultures, quand elles se confrontent en leur noyau créateur, se reconnaissent d'autant mieux entre elles que les valeurs fondamentales de chacune sont reconnues comme des valeurs communes et universelles. Nous pouvons les désigner comme des valeurs transculturelles, sans lesquelles toute culture, y compris la nôtre, ne saurait accéder au niveau de l'authentique dignité humaine.



Il nous est difficile malgré tout d'imaginer ce que pourrait être, dans quelques décennies, une confrontation des cultures au sein de notre espace insulaire. De divers côtés l'on nous explique que le multiculturel, à moins de tourner à la juxtaposition des communautés, ne peut qu'évoluer progressivement vers l'interculturel. Il est compréhensible que certains redoutent un tel passage.

De façon restreinte, l'histoire ne nous a-t-elle pas déjà offert, jusque sur notre sol, quelques exemples d'interpénétration des cultures ? C'est la dimension de ces échanges qui désormais va connaître des extensions imprévisibles. Pour faire place à l'universel, il nous suffit de croire qu'il n'existe jamais en toute culture, y compris dans la nôtre, qu'une réponse partielle à la demande de sens que tout groupe humain porte en lui.

## **II – HISTOIRE - CULTURE - SYMBOLISME**

L'histoire de la Corse ne se calque pas sur celle de la France. Le rattachement à la France était l'aboutissement de nombreuses invasions de peuples, tous différents. Ce rattachement avait été lui-même un acte de violence jamais ratifié par le peuple corse. L'histoire de la Corse a toujours été occultée et ce n'est que depuis une trentaine d'années qu'elle commence à être connue (de façon plus ou moins profonde avec la création d'un certain nombre d'images mythiques reconstruites comme Sambucuccio ou Sampiero). Aujourd'hui encore, l'histoire de la Corse n'est enseignée que dans les classes bilingues, très largement minoritaires.

### **La résistance permanente aux invasions**

Evidence banale mais riche en conséquences : la Corse est une île, montagne dans la mer, troisième île de la Méditerranée, au cœur de la Méditerranée. L'île a été longtemps très divisée du point de vue géographique en vallées, territoires isolés les uns des autres. La Corse, "plaque tournante en méditerranée" (J. Carcopino) a été l'objet de convoitises et d'enjeux. Cette situation originale a fait naître de tous temps la recherche d'une évolution politique indépendante.

Au niveau national, les difficultés politiques rencontrées par la Corse vont sans doute permettre une évolution des institutions par la prise en compte d'une nécessaire décentralisation, compte tenu de la place toujours grandissante de l'Europe et de l'harmonisation politique qu'elle implique.

L'île a toujours résisté à toutes les dominations extérieures, de Rome jusqu'à la monarchie française, comme en témoignent les multiples guerres d'indépendance. Objet de convoitise, les Corses ont toujours éprouvé une extrême méfiance de la mer, mais également méfiance de l'étranger. Cette situation permet toutefois à la Corse de pouvoir s'ouvrir vers les peuples extérieurs dont l'accueil est source de profond enrichissement par la diversification des cultures et l'ouverture qu'elle implique.

Le développement récent des outils médiatiques et notamment l'essor d'Internet, facteur de distribution des idées, a tendance à gommer le handicap géographique, notamment en matière culturelle et intellectuelle.

### **Le passage du droit coutumier au droit écrit**

L'annexion de la Corse a pour effet premier le passage obligé au droit français, entraînant la disparition d'institutions originales (droit arboricole qui distingue la propriété de la terre de la propriété des arbres et du droit de récolte, régime dotal particulier, la vaine pâture etc...). L'incorporation du droit pénal français a brusquement supprimé les

règles issues des traités de paix conclus à l'issue des vendettas. Ceux-ci intégraient des sanctions pouvant aller jusqu'au bannissement et constituaient un ensemble de règles parfaitement accepté par les différentes familles. On peut s'interroger sur la loi du silence qui peut s'expliquer par le refus de laisser la force publique régler les litiges intra-familiaux sur les bases d'un droit pénal distinct du traité consensuel. Dès lors, on ne parle pas aux gendarmes ; dans des affaires graves, on ne se constitue pas partie civile car cette démarche a pour conséquence de s'en remettre à la justice pour régler les conséquences du crime.

Par ailleurs, le passage du droit oral au droit écrit (code napoléonien) a posé de nombreux problèmes, notamment en raison de l'existence de la propriété collective qui n'existait pas dans le code civil. On a dû faire une appropriation privée des terres communales et cela n'a pas été sans poser de graves problèmes. C'est à cette période, pour mettre le droit de propriété en conformité avec le code civil, que l'Etat a sollicité les particuliers pour qu'ils déclarent et délimitent leurs terres et, qu'à défaut de réponse dans le délai d'un an, il s'est approprié toutes les terres "vacantes".

## **La guerre de 1914-1918**

La guerre de 1914-1918 a considérablement affaibli démographiquement la Corse. Cette guerre est vécue, encore aujourd'hui, comme ayant été discriminatoire à l'encontre des Corses qui l'aurait subie de façon plus pénible qu'ailleurs. Cette sensation n'est pas totalement dénuée de fondement puisque le 173e RI, composé uniquement par des soldats corses, a été renouvelé plusieurs fois. Par ailleurs, les soldats bénéficiaient d'une permission tous les six mois (au lieu de trois ou quatre mois pour les autres soldats), délai qui est même passé à un an. De même, lorsque dans une famille, il y avait deux fils, ils partaient tous les deux, l'un en première ligne et l'autre en réserve. Enfin un père de cinq enfants était mobilisé, ce qui n'était pas le cas dans les autres départements, et lorsqu'une famille ne comportait que deux fils, ceux-ci pouvaient être appelés tous les deux. Sur le plan économique, il en a résulté une grosse perte de savoir-faire, plus personne ne sachant exécuter certaines tâches particulières (par exemple : les dernières plantations de châtaigneraies datent d'avant-guerre).

## **La diaspora**

Toutes les difficultés économiques et culturelles ont eu pour conséquence une tradition diasporique. Dans certaines couches de notre population, on peut compter jusqu'à huit ou dix générations marquées par l'expérience de la diaspora. De telle sorte que cette expérience s'est inscrite en profondeur dans notre culture.

Aujourd'hui, cette expérience est à considérer comme un acquis dans lequel peut s'ancrer une démarche d'universalité.

## Symbolisme et tradition

Une des caractéristiques des Corses est leur attachement biologique et charnel à leur terre "U Paese", "A casa" et l'importance de la lignée. Les Corses se définissent d'abord par rapport à leur lieu d'origine, d'une part, et par rapport à leur famille, d'autre part. On a pu noter que dans les actes de naissance datant du XVI<sup>ème</sup> siècle, la connaissance des origines remontait jusqu'à 6 générations alors que dans d'autres régions de France on ne comptait pas plus de quatre générations.

La reconnaissance de l'autre passe par deux questions essentielles : "d'induve se ?" et "di quale se ?", étant précisé que la réponse à cette dernière question mentionne le plus souvent le nom du grand-père, donc de l'ancêtre, et non pas celui du père.

Il faut souligner également l'importance de l'habitat, du village, de la maison au centre des structures de la parenté et du réseau des mentalités. Le tout renvoie à l'idée de peuple pour ceux qui vivent dans l'île, mais aussi pour les exilés "absents".

Enfin, il ne faut pas oublier l'importance d'un matriarcat occulté, d'une véritable dévotion à la mère que l'on retrouve dans la religion où la figure dominante pour les Corses est la Vierge Marie (hymne "Dio vi salvi Régina").

La tradition religieuse, fortement implantée dans notre île, peut être une source de développement potentiel important. Nous avons assisté à une renaissance des confréries. Le risque est de les voir cultiver un certain passéisme dans un esprit d'enfermement. Si elles sont fidèles à l'esprit de leur tradition communautaire, elles devront au contraire être un facteur de renouveau et logiquement d'ouverture vers l'extérieur.

De même, la place et le rôle de la femme doivent être soulignés dans cette évolution vers l'universel. Le matriarcat traditionnel s'est peu à peu transformé, peut-être grâce à la contraception qui a permis à la femme de devenir un sujet.

En conclusion, il nous semble que c'est par notre jeunesse que la Corse s'ouvrira sur l'universel. Pour s'en convaincre, il suffit de constater avec quelle aisance la jeunesse d'aujourd'hui passe de l'écoute du chant traditionnel corse au rap, à la techno, et à tous les tubes que diffusent les radios nationales et internationales. En cette matière, et bientôt dans les autres quand ils en supporteront les responsabilités, ils sauront faire la synthèse et absorber les contradictions, voire les antagonismes existant entre la tradition et la modernité. Grâce à cette capacité, ils favoriseront le développement.

### **III - De la centralisation à l'unité dans la diversité**

La blessure identitaire n'est pas sans relation avec la centralisation française. Quand la Corse est entrée dans le giron français, c'est dans la dépendance d'un Etat-nation souverain absolu qu'elle s'est trouvée placée. En effet des Etats-nations s'étaient édifiés en Europe au XVI<sup>ème</sup> et XVII<sup>ème</sup> siècles dans le sens d'une souveraineté absolue. De cet Etat nation la France était au XVIII<sup>ème</sup> siècle le premier modèle véritablement accompli. En effet, plus que d'autres pays, son histoire avait conduit la France à vouloir unifier intégralement la société par le biais de l'Etat.

#### **La référence à l'Etat et son ambivalence**

C'est d'abord la monarchie qui s'est montrée partisan résolu de cette unification par conquête progressive de provinces et par une intégration à toute force de ses sujets dans une identité nationale commune. De telle sorte que dans les faits, la centralisation aura été d'abord le produit de l'héritage de la monarchie. Là est en effet la clef du jacobinisme. Car en ce domaine, la Révolution française substituant la volonté du peuple à la volonté du roi, ne fera qu'accélérer le processus même de la constitution de l'Etat moderne. L'emprise de l'Etat sur la société civile n'a cessé de se renforcer. Le pouvoir central en France est devenu le ressort déterminant de la vie sociale. D'autant que la Révolution elle-même, voulant en finir avec les derniers restes des structures féodales, avait cru nécessaire de détruire tous les corps intermédiaires.

En plein vingtième siècle, lorsque la Corse se met à analyser ses maux, c'est logiquement du côté de l'Etat qu'elle en cherche les causes. Mais la même logique veut, au moins dans un premier temps, que ce soit de l'Etat lui-même qu'on attende tous les remèdes. Pour les Corses, plus encore que pour d'autres habitants de provinces françaises, c'est vers le lieu où réside le pouvoir que d'instinct les esprits se tournent. Ce lieu exerce une étonnante attraction, en même temps d'ailleurs que sa puissance est perçue en bien des domaines comme un danger permanent. Ambivalence qui n'a probablement pas disparu, malgré la transformation des rapports sociaux et des mentalités elles-mêmes au cours des dernières décennies.

#### **Une modernisation dans la logique capitaliste**

Sans l'organisation jacobine de la France, le malaise corse aurait-il pris les traits d'une revendication de type aussi particulariste ? Certes on peut répondre à cette question avec plus ou moins de nuances. Mais regardons les faits. Dès qu'il sera question de s'intéresser d'un peu près aux faiblesses de la situation corse, et notamment à son énorme faiblesse économique, c'est l'Etat, c'est à dire Paris, qui prendra les choses en mains. C'est le moment en effet où, sous l'impulsion directe de l'Etat, est en train de se réaliser la modernisation économique de la France. Dans ce contexte le Plan

d'aménagement de la Corse, adopté au début des années 1970 par le Conseil des Ministres, apparaît comme la pure expression de la volonté de l'Etat. Or cette volonté est celle d'une modernisation dont la logique obéit aux lois les plus évidentes du capitalisme de cette période de croissance.

Il s'agit d'un véritable centralisme économique certes, mais conçu avant tout dans la ligne d'une rentabilité qui n'a rien à voir avec la réalité historique et culturelle de la Corse. Les 1.000 kilomètres de côtes ne sont rien d'autre, dans cette optique, qu'un exceptionnel gisement touristique. Et si l'agriculture moderne de la plaine orientale est prise en considération, à un moment où le système d'irrigation est désormais disponible, l'intérieur de l'île déjà gravement en péril semble ne mériter aucun intérêt. Au contraire, bien des tentatives du genre centre de promotion sociale de Corte (CPS), sont peu encouragées, sinon carrément combattues pour des raisons parfois très idéologiques. La Corse connaissait au cours de ces années-là, à Ajaccio et à Bastia, une urbanisation presque aussi spectaculaire que l'était le dépérissement des villages. Certains corses ont découvert à l'époque avec indignation tel extrait d'un rapport commandé par la DATAR à un institut américain, où l'une des hypothèses envisagées ne cache même pas que "la disparition de l'identité culturelle corse" sera l'inévitable conséquence de la modernisation. Tous les éléments étaient donc en place pour que les plus militants parmi les jeunes Corses de ces années 1970 aboutissent à la conclusion : la Corse est bel et bien victime d'une colonisation économique. C'est le rouleau compresseur de l'économie qui s'avère le destructeur le plus efficace d'identité.

## **Une opposition frontale**

Ce qui est important dans ce processus, même si tous les Corses étaient loin d'aller jusqu'à pareille conclusion, c'est l'alliance, telle que certains l'ont exprimée et dénoncée, entre la logique centraliste de l'Etat jacobin et les mécanismes d'une économie capitaliste. On a le droit de trouver certains termes excessifs : il n'empêche que c'est ce type d'approche du problème corse qui explique l'apparition de l'idée de colonisation. De la colonisation économique le passage se fera spontanément à la colonisation tout court. Encore une fois le terme peut paraître excessif : c'est celui qui a été adopté par certains pour résumer la situation faite à la Corse.

Dès lors l'opposition à l'Etat a été la plupart du temps une opposition frontale. Quand on sait ce qu'il en est du centralisme qu'on a fini par qualifier essentiellement de jacobinisme, il s'avère que le fil conducteur n'a pas substantiellement varié de la royauté à la République en passant par la Révolution et l'Empire. Il a manqué à la France pendant trop longtemps un minimum d'autonomisation de la société civile et donc une émergence plus efficace d'acteurs sociaux dans la vie publique. On pourrait imaginer que la politisation du courant identitaire corse aurait été moins virulente, si son expression ne s'était heurtée si radicalement à un pouvoir aussi centralisé que celui de l'Etat français.

## **L'Europe : une construction originale**

Les cultures qui font la richesse de l'Europe sont antérieures à la naissance des États nations. En ce domaine que dire de notre culture corse qui elle-même n'a été affectée par la rencontre d'un Etat-nation moderne qu'à partir de son entrée dans l'ensemble français ? La centralisation a contribué à inculquer dans les esprits le schéma d'une unité obtenue par la réduction des différences. Voici que les difficultés que traverse la Corse depuis plusieurs décennies ont permis de faire de notre île le révélateur politique des difficultés institutionnelles que rencontre la France. Ainsi la Corse a-t-elle certainement contribué à mettre en évidence la nécessité d'une réelle décentralisation. Si l'on veut raisonner en termes d'universalité, il n'est pas excessif de dire que centralisation et décentralisation sont l'une et l'autre porteuses d'une certaine image de l'universalité. L'une conduit à envisager l'unité et l'égalité sous le signe de l'uniformité. L'autre induit un type d'universalité qui, loin de faire l'économie des particularités, ne peut progresser qu'à travers ces particularités elles-mêmes. Telle est en effet la philosophie, au moins implicite, d'une véritable décentralisation.

L'Europe pour sa part oscille entre une construction de type fédéral et une autre de type confédéral. Ce qui est sûr, en toute hypothèse, c'est que l'harmonisation ne pourra se faire ni par absorption, ni par uniformisation. Il semble bien que, dans le concert mondial, cette construction européenne constituera pour les prochaines années un ensemble atypique. L'essentiel sera que puisse être respectée l'identité des petits pays. Plus encore, notre situation corse nous rend d'ores et déjà attentifs à la place qui sera reconnue aux "régions partenaires de l'Union", suivant la terminologie adoptée par le continent européen pour caractériser certaines collectivités territoriales dotées de pouvoirs législatifs. Il s'agit, selon le Parlement Européen, de prendre en considération, "une participation adéquate des régions aux processus de décision et de représentation concernant les affaires européennes de chaque pays".

## **Il est temps de démocratiser l'Europe**

L'un des principes-clefs du projet européen est, depuis quelques décennies, le principe de subsidiarité. On sait ce que prévoit ce principe : que soit reconnu aux instances dites inférieures de pouvoir s'acquitter de toutes les fonctions qu'elles sont en mesure de remplir par elles-mêmes. Les Etats-nations en leur état actuel sont trop petits pour certains problèmes, en même temps qu'ils sont trop grands pour d'autres problèmes. L'aspect le plus intéressant et le plus vital de ce principe de subsidiarité est d'ouvrir la voie à une démocratie participative plus efficace. Non seulement des régions pourront être appelées à débattre et à se prononcer, mais encore, au sein de ces régions, les citoyens devront être associés le plus étroitement possible à la réflexion et à l'élaboration des décisions.

Quelle expérience propre, dans sa particularité, la Corse à travers ses habitants va-t-elle pouvoir apporter à l'édification de cette Europe, et cela dans une conscience accrue des enjeux planétaires de notre temps ? C'est sur ce terrain pour une grande part que,

dans les prochaines décennies, la Corse devrait pouvoir faire la preuve qu'elle entre résolument dans une dynamique d'universalité. Pour l'instant l'Europe est vraiment technocratique dans l'esprit de la plupart des citoyens. Il est temps de la démocratiser. D'où la nécessité d'y intéresser concrètement la société civile. A condition de ne pas réduire cette dernière aux lobbies professionnels déjà très présents et actifs à Bruxelles. Un travail approfondi d'information s'impose à la base. L'information devrait être aussi précise et rigoureuse que possible. Et surtout elle n'a d'intérêt que si elle est adaptée au plus grand nombre. Pour faire l'Europe, il faut faire des européens, c'est-à-dire et hommes et des femmes qui se ressentent liés de près au sort du continent européen.

Aux prochaines élections européennes, et surtout si le Parlement Européen voyait ses attributions renforcées, il serait capital que le citoyen n'ait pas l'impression d'avoir à se prononcer pour ou contre des partis politiques nationaux dans le cadre français, mais d'abord d'avoir à peser concrètement sur des orientations pour l'avenir dans le cadre du bien commun de l'Europe. Le bien commun de notre île ne peut être envisagé que dans le cadre du bien commun de l'ensemble de ces peuples au milieu desquels nous avons notre place. Ce qui suppose aussi, de la part de l'Europe que la reconnaissance du fait insulaire et de ses spécificités dans l'espace européen progresse à travers des dispositions appropriées et perceptibles par tous.

### **Quand le bien commun est devenu mondial**

Notre volonté doit être claire : nous ouvrir à l'universel. C'est pourquoi nous serons amenés à regarder non seulement au-delà de nos rivages insulaires, mais encore au-delà des frontières de l'Europe. Les jeunes savent-ils vraiment, eux qui sont chaque jour plus familiers d'Internet, qu'ils sont, dans l'histoire de l'humanité, la première génération chargée d'organiser et de gérer le monde en sa globalité ? Le bien commun est désormais mondial, et chaque peuple en est responsable. Il n'est pas impossible que les Corses, en dépit de quelques récentes tendances au repliement sur eux-mêmes, portent en eux de réelles aptitudes à cet élargissement de leur horizon. Notre histoire n'est pas seulement celle d'un peuple mobilisé contre les invasions et les agressions de l'extérieur. Elle est aussi celle d'un peuple qui depuis longtemps vit la découverte des autres à travers sa diaspora. Les causes de l'émigration tiennent à la difficulté de vivre, et parfois simplement de subsister, sur le sol de Corse. Il n'empêche que se sont forgées progressivement de véritables habitudes diasporiques. Dans certaines couches de notre population on peut compter jusqu'à huit ou dix générations marquées par l'expérience de la diaspora. De telle sorte que cette expérience s'est inscrite en profondeur dans notre culture. L'aventure coloniale française elle-même, au travers de la rencontre de bien des pays d'Afrique et d'Asie, a laissé des traces visibles dans un nombre considérable de familles qui savent d'instinct, de par les récits enregistrés, combien notre île se rattache au vaste monde.



## **IV - De nos projets locaux à ceux du “village planétaire”**

Après l'hécatombe masculine de la première guerre mondiale, ce fut le temps du corsisme des “muvristes”, du P.C.A. (Partitu Corsu d'Azione), des Etats généraux autonomistes de 1934. Puis sont venues les dérives vers la “terra irredente” et l'occupation fasciste de 1942.

La geste résistante (fleur rouge et tête de maure mêlées) a préparé la précocité insulaire de la libération en septembre 1943. La victoire politique du Front National d'obédience communiste a été l'événement marquant et a laissé pour quelques années d'importantes traces.

Puis l'île est restée pour ainsi dire à l'abandon jusqu'à la fièvre contagieuse des événements d'Algérie.

### **La jeunesse réinvestie dans la résistance identitaire.**

Au tournant des années 1960, la fin de l'empire colonial français avec celle de la guerre d'Algérie, réoriente les luttes de la jeunesse corse engagée, qui avait été pro-OAS ou minoritairement pro-FLN(A). Elle va progressivement - et encore plus après les chocs pétroliers - voir se tarir les débouchés de l'hexagone. Elle s'engagera majoritairement - cela est encore vrai aujourd'hui - dans la contestation du clientélisme, des fraudes (notamment électorale) et dans la conquête de la dignité d'une identité historique redécouverte. Ainsi se radicalise l'opposition à l'étatisme central, à la confiscation de la terre et du littoral, à la négation de notre histoire. C'est ainsi, qu'à l'époque l'entend cette partie de la jeunesse.

Les organisations (insulares ou non) de la jeunesse corse, aux engagements les plus divers, se réuniront pour la première fois en congrès au “Palazzu Naziunale” de Corte.

Le Plan d'Action Régional (PAR), le schéma d'aménagement de la Corse, les dérives des missions initiales de la SOMIVAC et de la SETCO (dénoncées comme des outils de spéculation plus que de développement) nourriront les refus déjà manifestes auparavant en d'importantes manifestations : celle revendicatrice du 30 novembre 1959 puis celle contre les essais nucléaires prévus à l'Argentella, puis à nouveau à la mi-décennie le refus de la fermeture du chemin de fer et de la mine d'amiante de Canari, ainsi que de la suppression des arrêtés Miot. Ces luttes atteindront leur point d'orgue avec la levée unanime contre les boues rouges déversées par la Montedisson au large de l'île.

La majorité, composite dans ses héritages idéologiques plutôt conservateurs, amplifie le courant d'origine citadine et aisé né en Corse du Nord avec le CEDIC. Un populisme terrien saura s'organiser dans l'ARC, notamment dans le Fiumorbu, en réclamant dans le même temps la légalité (celle des élections), la justice (celle de

l'attribution des terres) et des dérogations fiscales (vignette auto et détaxes commerciales).

Au même moment une minorité est en train bouillonner (à Paris plus qu'à Aix-Marseille ou Nice) inspirés par Bandoung. Elle se saisit du concept régionaliste renaissant (R. Laffont). C'est là un courant intellectuel (UNEC) et corsiste (Union Corse) qui va constituer le premier front politique d'inspiration socialiste (FRC). Par là se conceptualise la résistance à la négation étatique de l'identité corse (histoire, langue et culture) en dénonçant la "main basse" faite sur l'île

## **"Rialzu" communautaire et "Riacquistu" culturel piégés par Aléria**

La "nouvelle histoire de la Corse" du début des années 1970 aura proposé une relecture de l'historiographie du siècle précédent, sans verser dans l'irréductibilisme où s'étaient fourvoyés quelques félibres insulaires de l'entre-deux guerres.

Le courant progressiste, parfois travaillé par tous les gauchismes, affirme ainsi son anticolonialisme et, pour la première fois, le respect de droits nationaux dans la "chjama di u Castellare". Ce même courant anime des projets collectifs de développement aux accents ruralistes. La maturation réussie d'expériences communautaires illustre, principalement dans la "terra di u cumunu", le "Rialzu" patrimonial. Le mouvement associatif s'affirmera à partir de la formation et de l'installation de jeunes producteurs autonomes (artisans et éleveurs charpenteront le syndicalisme professionnel des décennies suivantes) et de l'intervention du tiers secteur coopératif des artisans de production créative et des producteurs agro-alimentaires de qualité. Ce sont ces artisans qui initieront le renouveau des foires rurales au col de Celaccia. Le "riacquistu" culturel expérimente les "intriciatte" et les "cambiarine" dans la "scola corsa". Son sommet sera la naissance de "Canta u populu corsu".

En parallèle, les engagements syndicaux de la jeunesse sont multiformes : Jeune Chambre économique, jeunes agriculteurs, Union des travailleurs corses exilés, CFDT corsesante...

L'ouverture au monde se concrétise par une multiplication d'échanges en Méditerranée et en Europe, d'Alger à Beyrouth et de Barcelone au Frioul, et la redécouverte de la si voisine sarde.

Cet unanimisme perdurera sur les seuls chantiers porteurs de consensus : états généraux du peuple corse et Universités d'été, chaudrons d'idées et d'échanges des initiatives. Cependant, la façade consensuelle se lézardera du fait de noyautages instrumentalisés qui font donner du "Culombu" pour couvrir le "Cornu" et étouffer le "mondu rossu" des internationalistes corses.

Aléria marquera en août 1975 une rupture supplémentaire. L'autonomisme s'y piège

en plaine orientale, acculé à la surenchère par les impatiences naissantes des futurs signataires du Manifeste tiers-mondiste de la Pentecôte 76. Les prisons françaises vont se remplir alors de dizaines de jeunes corses et entraîner dans la solidarité ethnique des centaines de familles.

## **Désespérances des Années 80 : La répression en réponse à l'aspiration au respect**

Les avancées impulsées par le retour de la gauche aux affaires en France (apurement des listes électorales, statut Defferre, réouverture de l'Université à Corte, contrats de plan), fruits des mobilisations antérieures, vont manifester la capacité des courroies de gouvernance des chefs locaux. Ce qui sera reçu comme un échec des espérances de reconnaissance des attributs nationaux réclamés par les divers courants du nationalisme : droits à l'autodétermination du peuple corse et à l'officialisation du statut de sa langue.

De nombreuses énergies constructives sont stérilisées par l'affrontement frontal entre un pouvoir central qui se raidit et le mouvement clandestin qui se radicalise. Etudiants, enseignants, travailleurs salariés, agriculteurs, commerçants s'organisent en autant de caisses de résonance du message nationaliste qui va faire entrer la "LLN" en une période de glaciation.

## **De l'implosion à la convalescence**

Ce monolithisme souterrain dérivera vers une implosion sanglante déclenchée par les querelles intestines de chefferies territoriales en concurrence pour le contrôle des militants et des moyens, et attisées par des gouvernants à la recherche de réponses contradictoires : les négociations en sous-main commencent alors à jouer un rôle déterminant.

Le séisme aura le mérite d'amplifier, en la libérant, l'expression civile, muette depuis longtemps : du sursaut antiraciste à la mobilisation des fonctionnaires, en passant par l'affirmation des femmes pour le droit à la vie et le refus des armes.

L'émiettement des nationalistes sera finalement contenu par la commotion de l'assassinat (majoritairement réprouvé) d'un préfet de la République Française et l'emprisonnement (majoritairement approuvé) de son successeur.

Les "paceri" du Fiumorbu favoriseront la convalescence, en attendant que vienne le processus de Matignon. Les nouvelles dévolutions réglementaires de compétences et l'expérimentation de transfert législatif encadré butent toutefois et à nouveau sur les deux verrous de la question corse irrésolue, sur le peuple et la langue corses. Ainsi réagira le courant nationaliste.

Ce qui paralyse le regroupement entre nationalistes est encore la question de la violence acceptée par les uns et refusée par les autres. Mais on ne peut se cacher que la division porte aussi sur les choix de société eux-mêmes. Quelle libération sociale au-delà des caricatures simplificatrices du brigadisme ou des récupérations spéculatrices marquées de corsisme ?

## **Des projets inspirés par le contexte mondial**

Les projets corses, qui ont été portés dès les années 1960-1970 par des groupes divers, avaient une caractéristique : ils étaient fortement tributaires du contexte mondial de l'époque. La conférence de Bandung avait joué un rôle d'inspiration. Lointaine et cependant efficace inspiration, dans la mesure où des peuples mettaient en commun leur volonté de décider eux-mêmes de leur avenir. La poussée du mouvement associatif elle-même relevait d'un changement culturel qui dépassait de loin les rives corses. Ce qui est frappant aussi dans les tentatives de renouveau corse de ces années-là, c'est l'intensité des échanges en Méditerranée et en Europe, et même avec le Liban et l'Algérie. Pourquoi la conscience identitaire corse s'est-elle enfermée, après cette période, dans une espèce de tête à tête entre le pouvoir central français et le mouvement nationaliste appuyé par la violence clandestine ? Ce tête à tête, qui a ressemblé par moments à un dialogue de sourds, a donné l'impression que les Corses voulaient jouer la carte de l'autarcie et en même temps que le monde extérieur à la Corse se limitait à l'hexagone.

## **La Méditerranée : un espace original**

On ne répétera plus les expériences de ces années qui furent des années de transition. Elles n'ont pu, du reste, porter les fruits qu'on en aurait escomptés. Il est bon cependant de se les remettre en mémoire. Car malgré leurs ambiguïtés, elles ont été animées par un souffle que la société corse gagnerait à retrouver. Ce souffle permettrait peut-être d'aborder positivement l'avenir, alors que de toutes parts la situation mondiale réclame que nous sachions être vigilants par rapport aux dangers mais aussi attentifs à des possibilités totalement nouvelles.

Dans les années 1970 les contacts fréquents avec la Catalogne et avec l'île voisine de Sardaigne montraient à leur manière qu'il y a une solidarité méditerranéenne. Au-delà de la corsitude, il existe une parenté culturelle méditerranéenne, un espace original pour des échanges à la fois économiques et culturels. Nous n'aurons de cesse de faire entendre à l'Europe d'abord que ce pôle méditerranéen est un enjeu d'importance. Bien des régions d'Europe font l'expérience que des ensembles culturels et parfois linguistiques enjambent les frontières nationales dans leur tracé historique. On a dit de la Méditerranée qu'elle est une zone particulièrement sensible de rencontre mais aussi de conflit entre l'Orient et l'Occident, tout comme elle est un lieu privilégié pour le dialogue inter-religieux (chrétiens, juifs, musulmans). Les principales fractures de la planète s'y répercutent.

La Méditerranée a vocation à être un trait d'union. La rive nord, celle-là même que nous appelons l'Europe du Sud, représente une Europe qui a pu et su se développer. La rive sud est celle de l'Afrique du Nord dont nous ne pouvons dissocier l'Afrique subsaharienne. A des degrés différents c'est l'univers du sous-développement. Le défi est d'autant plus pressant que la pauvreté a poussé des hommes et des femmes du Sud à émigrer vers le Nord. Nous ne pouvons pas être méditerranéens sans œuvrer pour que les mentalités et les institutions prennent enfin à bras le corps l'un des drames les plus flagrants de notre époque.

### **L'hospitalité a changé d'échelle**

Nous sommes collectivement placés devant les questions complexes que pose l'immigration. La Corse elle-même compte plus de 20.000 étrangers en situation régulière. Ils sont majoritairement maghrébins. Une peur existe, et nous ne pouvons nous la cacher : faire place à des hommes et des femmes venus d'ailleurs, ne serait-ce pas prendre le risque de voir se dissoudre un peu plus notre identité ? Nous avons vu réapparaître sur nos murs "arabi fora". Une telle manifestation de racisme est en elle-même intolérable. Essayer de la justifier reviendrait à la négation la plus radicale de tout sens de l'universel.

Notre peuple a toujours su garder, jusque dans les périodes les plus rudes, un attachement très fort à sa tradition d'hospitalité. C'est la une valeur dont il est nécessaire d'entretenir le goût au travers des inévitables évolutions. En effet, l'accueil de l'étranger de passage, avec le respect et le partage qu'implique cette démarche, a été une affaire souvent de rapports interpersonnels au sein de communautés restreintes comme l'étaient nos villages. Le problème a changé d'échelle. C'est toute l'Europe qui est concernée de façon très directe. La pression migratoire en direction de notre continent est aujourd'hui et demeurera demain particulièrement forte, en raison de déséquilibres économiques, démographiques et souvent politiques que connaissent les pays de départ. Depuis 1990 les conditions d'entrée et de séjour dans les pays européens sont peu homogènes. En général les mesures législatives et réglementaires se veulent surtout dissuasives. De plus, selon les pays, vis-à-vis des étrangers qui sont sur leur sol, l'insistance porte soit sur l'intégration des individus soit sur celle des communautés.

### **Pour une politique commune de l'immigration**

A notre petite place, sur cette terre de Corse, nous savons que nous serons de plus en plus tributaires des difficultés mais aussi des solutions communes à l'Europe. Depuis 1985 les Etats qui étaient à l'époque membres de la Communauté Economique Européenne ont défini un espace communautaire européen sans frontières. Pour les contrôles aux frontières extérieures de l'Union, ces pays sont en principe solidaires. Tous les pays européens ne sont pas entrés dans ce système. Les problèmes rencontrés au camp de réfugiés de Sangatte ont manifesté aux yeux de l'opinion les conséquences de

certaines disparités. L'urgence se fait de plus en plus grande d'une avancée des pays de l'Union Européenne vers une politique commune en matière d'immigration. Dans ce cadre nous aurons à faire face à nos difficultés locales d'accueil. Mais il est clair que nous ne pourrions les aborder sainement qu'en élargissant notre regard et nos analyses à la dimension de l'Europe. Et l'Europe est elle-même aux prises avec la globalisation qui fait irruption au cœur de toutes nos sociétés.

Les brassages de populations vont devenir le lot commun de ces sociétés qu'on dit développées. Pour nous déjà, dans nos contacts avec les maghrébins par exemple, nous mesurons combien l'appartenance à des cultures fort différentes crée des problèmes inédits pour notre "vivre ensemble". Nous sommes un peuple d'ancienne tradition catholique. Le dialogue inter-religieux est une réalité entièrement nouvelle par rapport à la culture qui nous a façonnés. L'Eglise catholique exprime officiellement sa volonté de s'y engager. Cette volonté nous concerne tous. Même ceux qui ne font pas personnellement profession de foi chrétienne se rendent bien compte qu'il y a là un enjeu majeur pour une rencontre respectueuse des identités respectives. L'heure de la mondialisation est porteuse d'un appel pressant à cette fraternité universelle qui est au cœur même du message chrétien.

## **V - Le nationalisme corse : entre l'impasse et l'ouverture**

### **Comment s'est enraciné le mouvement nationaliste**

#### **Les années 1960 et la (re)naissance du mouvement nationaliste**

Dès la fin des années 1950, différents mouvements revendicatifs se succèdent : contre les essais nucléaires programmés à l'Argintella, contre la disparition du chemin de fer, etc... Les animateurs de ces mouvements secouent la léthargie totale de la classe politique en Corse. A partir de 1966, ils formalisent un discours et une pensée dite "régionaliste". Mais, par ses multiples références à une histoire nationale jusqu'ici enfouie et désormais ressuscitée, et la prééminence donnée à la revendication linguistique et culturelle, elle se révèle de nature "nationaliste".

Par la mise en avant de quelques revendications essentielles, notamment la réouverture de l'université de Corte, ce mouvement gagne de nombreux jeunes, tandis que les forces économiques, désespérées par l'immobilisme qui règne en maître, soutiennent très souvent ces démarches.

#### **Les années 1970 et la prise en compte de l'espace culturel**

Dans les années 1970, il est difficile de distinguer le "riacquistu" culturel (commencé en particulier avec le groupe Canta u Populu Corsu), l'affirmation identitaire et le mouvement nationaliste. Et souvent, le refus de l'un entraîne le refus de l'autre... Et réciproquement !

Il y a porosité entre le mouvement culturel et le mouvement nationaliste. Les concerts de solidarité "aux patriotes corses emprisonnés" créent un espace politico-culturel nouveau en Corse, mais qui attire de plus en plus de monde. Rappelons que Jean-Paul Poletti, Petru Guelfucci, Chjami Aghalesi et I Muvrini sont issus de Canta (dans les années 2000, la culture corse - et spécialement les polyphonies - s'exportent dans le monde entier. Petru Guelfucci vend plus de CD au Canada qu'en France !).

#### **Les années 1980 et la prise en compte de l'espace social**

Créé certainement au départ pour occuper le terrain face aux syndicats "nationaux", conçu initialement comme une "courroie de transmission", le STC fera un choix déterminant : pour la désaliénation de la Corse, la libération sociale est aussi importante que la libération nationale. Le STC saura se situer réellement sur le plan syndical et résister d'abord à la récupération par les appareils politico-clandestins, ensuite à la lutte fratricide des nationalistes. On pourrait citer un certain nombre de ses luttes syndicales

exemplaires. En décembre 2002, les élections prud'homales montreront que le STC est la première force syndicale de Corse... avant même la CGT !

### **Les années 1990, la montée de l'Université et l'ouverture européenne**

Née du chaudron des universités d'été des années 1970, et par l'engagement personnel de nombreux universitaires qui revinrent à Corte pour faire vivre l'Université de Corse, l'Université Pasquale Paoli apparaîtra comme un haut lieu du nationalisme, notamment à travers les syndicats étudiants (d'abord la CSC, puis ensuite la CSC et la Ghjuventu Paolina).

Il a été souvent reproché à l'Université de Corse d'être repliée sur elle-même : c'est oublier qu'elle a permis à des jeunes de familles peu favorisées de faire des études universitaires et qu'elle a élevé le niveau global de formation en Corse.

Certes, on peut regretter qu'elle ne soit qu'une "petite université". Mais en proportion le nombre de doctorats scientifiques, informatiques et de gestion est très élevé.

De plus, indépendamment des programmes ERASMUS, des étudiants d'Afrique du Nord et du Sénégal viennent y passer leur thèse. En décembre 2002, le nouveau Président de l'Université est un pur produit de l'Université, ancien responsable de la CSC.

### **Les contacts européens des mouvements nationalistes**

La construction de l'Europe est apparue comme une chance que les nationalistes ont saisie. D'une part, elle situait un interlocuteur tiers dans le débat corso-français, d'autre part elle s'ouvrait - même de manière encore très étroite - sur "l'Europe des Régions".

Depuis les années 1970, le mouvement nationaliste corse avait des contacts suivis avec d'autres mouvements nationalistes.

Les "autonomistes" de l'ARC, puis de l'UPC entretenaient des relations étroites avec le PNV Basque, et Femu Qui est née inspirée du modèle basque.

Les Ghurnati Internazunali Di Corti furent toujours l'occasion d'échanges avec les mouvements nationalistes basques, bretons et autres.

Au Parlement Européen, Max Simeoni - élu sur la liste des Verts - rejoint "Peuples et Nations Solidaires". La lutte pour l'adoption par la France de la charte européenne des langues minoritaires fut l'occasion de conjonctions importantes.

Au delà même de ces contacts politiques, le nationalisme corse a cherché à s'ouvrir culturellement à d'autres luttes : signalons les chants Una Manera et A Galopa du



groupe Canta, directement inspirés par les catalans et les latino-américains.

### **Les années 2000 et la prise en compte de l'espace économique**

Il y a bien eu dans les années 1970 le CPS qui a formé, envers et contre tous, les acteurs possibles du développement rural.

Il y a bien eu dans les mêmes années A Corsicada qui a formé une génération de potiers d'art. Il y a eu, dans les années 1990, la création de la société de capital-risque Femu Qui créée par des centaines d'actionnaires (2300 désormais).

Mais c'est dans les années 1990 que nous assistons à un changement de mentalité important qui passe inaperçu : l'engagement politique des premiers militants qui était conçu comme totalement prioritaire sur les réalités économiques et professionnelles, intègre de plus en plus nettement le réalisme économique.

Dans de nombreux domaines, la réussite économique passe par la qualité et la professionnalisation. La lutte pour les AOC, commencée depuis les années 1970 pour la viticulture, est une des démarches significatives de ce mouvement d'ensemble. En décembre 2002, la liste "nationaliste" emporte les élections professionnelles de la Chambre des Métiers de Haute-Corse.

En ce début de siècle, il est manifeste qu'un courant d'idées nouveau s'est enraciné au sein de la société corse, à un haut niveau de représentativité, tant par ses résultats électoraux que par la réalité de son ancrage dans tous les espaces de la société.

Une société corse harmonieuse suppose la pleine participation de ce "mouvement nationaliste" à la construction démocratique commune, avec deux conséquences : qu'il soit pleinement pris en compte dans la définition du "projet de société" de la Corse de demain, et qu'il soit en mesure de s'ouvrir aux autres composantes pour définir ensemble ce projet commun. Pour le mouvement nationaliste, ce sera l'ouverture ; ou alors ce sera l'impasse, pour lui-même, et au delà, pour la Corse en général.

## **Les dérives nationalistes**

### **Le FLNC, à ses débuts, expression d'une partie du peuple corse**

Dans l'histoire du FLNC, la première phase correspond à une lutte clandestine qui rencontre des soutiens populaires, notamment parmi les jeunes générations. Cette phase est caractérisée par la prééminence du discours idéologique, par un engagement lucide et désintéressé.

Par des actions qui ne ciblent que les biens matériels, symboles du colonialisme, ou des constructions qui défigurent les paysages et qui représentent elles aussi des symboles, ceux du capitalisme, de la course aux profits et de la rentabilité immédiate quelque soit le prix à payer pour l'environnement (boues rouges, affaire Flatto Sharon, Testa Ventilegna, achats de milliers d'hectares de terres à bas prix par des banques et des grandes compagnies d'assurances).

Les Corses qui ne savent pas ce qui se passe au sein du mouvement clandestin vont avoir un regard complaisant sur nombre de leurs actions. "C'est quand même grâce à eux", entendra-t-on dans des conversations.

- Le FLNC affirmait alors qu'il mettait tout en œuvre pour préserver la vie humaine. Cette volonté d' "humaniser la cagoule" lui a réussi puisque cette période a contribué à maintenir le **mythe du "machjaghjolu"** c'est à dire le justicier luttant efficacement contre les insuffisances et les dysfonctionnements de l'Etat. Avec ses bombes qui détruisent immeubles et lotissements construits sur l'espace public, le FLNC se drape de la cape de Zorro et défend l'espace communautaire.

- Le FLNC apparaissait ainsi comme un moyen d'expression, pour une partie de l'opinion. Moyen dont s'est dotée la jeunesse corse face au blocage de notre société maintenue par le clanisme et l'Etat. Période où les groupes culturels n'avaient pas le droit de se produire publiquement (les CRS et certains maires bloquaient les routes d'accès du village). L'absence de vie démocratique et le manque de perspectives économiques pesaient lourdement sur la jeunesse.

### **La clandestinité responsable de la dérive**

Une fois le constat de "colonialisme" dressé, en situation de "dominés", avec tout ce que ce statut suppose en général de misère intellectuelle, de frustration, la conclusion est tirée, par certains, que face à la puissance dominante, il "n'y a pas d'autres choix possible que la violence pour se faire entendre". Choix lourd de conséquences.

Alors, comme une spirale infernale, la violence porte en elle ses propres dérives. Assassinats à répétition, rackets, et autres moyens de pression, sont des conséquences directes de la lutte clandestine. Ils ont été revendiqués et par conséquent assumés.

### **Faut-il penser que ceux qui choisissent la clandestinité sont aspirés dans une logique qui échappe finalement à leur contrôle ?...**

L'idée : "**clandestinité = dérive**" est communément partagée par les opposants aux thèses nationalistes. Ils trouvent là une confirmation à leur postulat : le nationalisme porte en lui une tentation "fascisante" et le "terrorisme" en est l'exemple le plus évident.

### **L'impôt révolutionnaire, source de la dérive**

La deuxième phase débute avec la mise en place de l'impôt révolutionnaire qui est en soi une des principales causes de la dérive du nationalisme.

Car l'impôt révolutionnaire implique que l'organisation qui le perçoit, par souci de crédibilité, puisse disposer de moyens de pression allant jusqu'à l'élimination physique des réticents.

De plus, il était inéluctable que la situation de l'île s'aggrave car certains milieux dans ce climat de violence endémique envers les biens et les personnes ont su profiter de la situation pour mieux s'implanter et favoriser leurs intérêts.

Ce n'est pas la forme de l'impôt révolutionnaire, ou l'organisation centralisée ou décentralisée de l'impôt révolutionnaire, qui est source de dérive ; c'est tout simplement la mise en place de l'impôt révolutionnaire, qui est intrinsèquement source de dérive.

La mise en place de l'impôt révolutionnaire ne s'est pas réalisée aussi facilement que l'on pourrait le penser.

Des débats et des scissions internes au sein de la clandestinité ont eu lieu. Certains étaient partisans d'une lutte clandestine populaire, c'est à dire près du peuple, et se dotant par conséquent de moyens que seul le peuple pouvait donner.

Le principe était d'adapter les moyens aux objectifs de la lutte. Ils s'opposaient par conséquent à l'impôt révolutionnaire, au surnombre des permanents, au mythe du surarmement et à la recherche de soutien auprès du "milieu". Solutions considérées comme artificielles et dangereuses.

Les autres prétextaient que l'achat des armes, les prisonniers, les permanents clandestins coûtaient cher et que l'impôt révolutionnaire était un mal nécessaire.

### **Tension entre expression publique politique et violence clandestine**

Le FLNC va donc créer un système basé sur la peur pour obliger certaines personnes choisies, en fonction de leur origine et de leur statut social, à financer l'organisation.

Pour cela les chefs clandestins ne reculeront devant rien, En quelques années, après

les pressions, ils passent à l'assassinat revendiqué sous d'autres prétextes, ou tout simplement nié, pour obtenir l'argent qu'ils souhaitent.

Certaines fois, quand leur appétit est très grand, ils s'attaqueront même à de pauvres gens, petits commerçants italiens ou artisans portugais... Le FLNC pour cela a du enrôler un autre genre de militants :

- L'étudiant engagé et idéaliste n'est pas fait pour ce travail. D'autres sans scrupule seront recrutés.

- L'organisation clandestine passe sans doute des accords avec des gangs bien installés pour un partage des territoires.

Mais là également gardons-nous d'une lecture univoque.

Si le système a marché pendant longtemps c'est aussi parce qu'il correspondait à certaines tendances de la société insulaire. Goût de l'argent facile dans un pays qui a perdu ses repères, peur et silence des rackettés certes, mais aussi de la population qui n'a pas eu le courage dans sa grande majorité de s'élever contre cela, par peur elle aussi, par lassitude, par défaitisme et résignation.

Cette résignation est accentuée par les rapports ambigus que la Corse entretient avec l'Etat. Avec l'apparition des dérives, les Corses n'approuvent plus l'action du FLNC, mais ils se méfient de l'Etat.

### **La lutte pour la prise de pouvoir interne, la stérilisation du débat public et populaire**

Au cours de la décennie 1980 la violence du FLNC va changer de nature. Si la revendication demeure politique, les motivations, elles, évoluent lentement et à partir des années 1990 : les seigneurs de la guerre vont se livrer à une lutte interne pour le pouvoir :

- le pouvoir au sein du FLNC,
- le pouvoir qu'offrent les nouvelles élections,
- le pouvoir que donne l'argent à qui possède l'organisation.

L'impôt révolutionnaire se multipliant, alimenté en partie par les fonds secrets de l'Etat, atteint une certaine vitesse de croisière. Après les exclusions et les anathèmes, les chefs du FLNC vont tenter de s'éliminer en ciblant le plus souvent des militants innocents...

Pendant la première partie de son histoire les décisions du FLNC émanaient d'une poignée de dirigeants qui les imposaient sans débats aux différents groupes. Le Cunsigliu fonctionnait de manière autocrate et la structure pyramidale du FLNC amenait de fait une concentration des décisions au haut de la pyramide.

Lorsque ce pouvoir va être contesté de manière interne, le FLNC va se comporter comme une secte en pratiquant la rumeur à l'encontre de ses propres adhérents, l'anathème puis encore plus gravement les pressions et l'élimination physique.

**Pris dans une spirale de logique interne, le bien de la Corse n'est plus une priorité.**

Il faut éliminer ceux qui menacent les pouvoirs. Ce n'est pas le clan, ni l'Etat. Ce sont ceux qui veulent être califes à la place des califes. Paradoxalement lorsque les règlements de compte commencent, peu de gens en Corse se trompent sur les motifs de tels actes, mais la société corse est en crise.

L'espace public est réduit aux nationalistes et anti-nationalistes, les débats dans l'île mais aussi aux plus hauts niveaux de l'Etat sont peu transparents ; alors les Corses vont renvoyer les nationalistes dos à dos en s'excluant des oppositions. Les clans perdurent car ils sont enracinés mais ils ne constituent plus une alternative pour sortir de la crise. Certains d'ailleurs sentant le pouvoir leur échapper attiseront les haines.

Face à cette dérive meurtrière, trois réactions vont avoir lieu au sein des nationalistes :

- Le retrait pur et simple du mouvement d'anciens militants de la première heure, retrait souvent même publiquement revendiqué.
- La recherche d'une voie nationaliste démocratique, rejetant violence et clandestinité, prolongée sur le plan culturel par l'évolution humaniste de beaucoup de chanteurs.
- Mais hélas, plus dramatiquement, l'apparition d'un intégrisme idéologique qui se veut pur mais mènera certains, dans un fondamentalisme aveugle, à concevoir et réaliser l'assassinat du préfet Erignac.

Quand un coiffeur avait été assassiné parce qu'il refusait de payer l'impôt révolutionnaire, au delà des condamnations morales, rien n'avait réellement bougé. Mais quand un préfet est assassiné, un seuil est franchi dans l'opinion publique corse et française.

Conçu par une poignée d'hommes, idéologiquement isolés, comme un "acte fondateur" capable de créer un choc qui régénèrerait la lutte indépendantiste (et qui n'est pas sans rappeler les "brigades rouges" et autres dérives avant-gardistes), ce meurtre entraînera, sur l'initiative du mouvement des femmes pour la vie, une réprobation publique sans précédent en Corse.

## Les perspectives

### L'engagement gouvernemental

Depuis les années 1960, puis la rupture 1975/1976 marquée par les événements d'Aleria et l'apparition d'une lutte clandestine organisée, le problème corse rencontre un nouveau contexte et de nouvelles perspectives.

Les quatre grands noms des gouvernements français dans les rapports avec la Corse furent sans aucun doute Gaston Deferre, Pierre Joxe, Lionel Jospin et... Nicolas Sarkozy.

Comment intégrer la spécificité corse dans la réalité française sans une profonde réforme de la centralisation ?

Mais comment penser un développement de la Corse sans penser Europe ?

Si Lionel Jospin a eu le courage de dialoguer sans préalable avec tous les élus corses (avec la loi d'avril 2002 qui apporta les possibilités d'un certain décollage économique), il fut coincé par les problèmes liés à la Constitution.

Nicolas Sarkozy s'investit personnellement avec l'avantage d'une perspective globale de décentralisation du gouvernement conduite par Jean-Pierre Raffarin : pour la première fois depuis longtemps, des "girondins-européens" sont aux conduites des affaires en France.

### Les rencontres avec Bruxelles et le Parlement Européen

Les gouvernements français successifs (depuis Jacques Chirac en passant par Alain Juppé jusqu'à Lionel Jospin) ne facilitèrent pas les rencontres entre les élus corses et Bruxelles : Peur d'ouvrir la boîte de Pandore ? Pesanteurs administratives ?

Certaines étapes furent ratées dans la négociation avec la Commission Européenne : L'entrée des 10 dans l'Union Européenne faisait que la Corse quittait automatiquement le seuil des régions européennes les plus pauvres ; non que la Corse se soit enrichie, mais par la vertu des statistiques. Aussi faut-il constater un changement notoire : le 7 janvier 2003 voit une délégation commune gouvernement – élus de Corse rencontrer la Commission Européenne et situe la spécificité corse dans l'Union Européenne.

Certes, le PC ne participera pas à cette rencontre ("l'aspect social est oublié"). Certes, les représentants de Corsica Nazione s'estimeront déçus...

Le défi actuel pour le nationalisme corse est que, depuis 30 ans, le champ de son

action s'est considérablement modifié : des luttes clandestines à la négociation publique avec Bruxelles. Il est évident que cette modification du champ d'action entraîne une modification substantielle des acteurs... Ce qui n'est pas facilement vécu par les "nostalgiques" ou les "historiques" !

Dorénavant, les questions économiques et sociales sont des priorités incontournables... Notamment le développement d'une force nationaliste corse démocratique condamnant la violence est nécessaire pour apporter dans la clarté les conditions d'une solution valable. D'autant que l'opinion publique, par le jeu de la médiatisation, retient généralement la seule version du nationalisme clandestin et violent.

Le courant dorénavant artistique profondément humaniste initié par I Muvrini marque toute une jeunesse.

Au moment où les idées "corsistes" ont envahi la quasi-totalité du champ politique et social, la confrontation européenne élargit nécessairement le regard.

Le chemin à parcourir reste fondamentalement de la défense d'une identité à l'affirmation d'une identité assez forte pour se construire dans le dialogue interne et externe.

Entre l'impasse de la clandestinité et l'ouverture démocratique... Qui l'emportera ?

## **VI - L'économie corse : de la clôture à l'ouverture**

Au sein d'une économie corse prospère, la revendication nationaliste serait-elle apparue et aurait-elle connu dans la population le même écho que celui que l'on sait ? La réponse est délicate. Car le mouvement nationaliste s'explique par de multiples facteurs. Mais, parmi ceux-ci, le facteur économique a vraisemblablement joué, et joue encore, un rôle important.

S'interroger sur l'économie corse et les perspectives de développement suppose que l'on regarde de près aux critères d'une "bonne" ou d'une "mauvaise" économie. Selon ses effets, l'économie, c'est-à-dire l'activité humaine qui consiste à produire des biens et des services utiles aux hommes, peut se révéler "bonne" et ouverte ou "mauvaise" et fermée.

Elle est bonne lorsque, florissante, elle parvient à satisfaire la majorité des besoins et procure du travail à tous, permettant à chacun de s'insérer dans la vie de la cité, où la rencontre avec les autres s'élargit à mesure que les échanges s'effectuent avec les habitants des cantons les plus éloignés de la planète.

Elle est mauvaise lorsque, insuffisamment productive, elle devient injuste pour ce qui touche à la répartition des richesses et du travail. Elle engendre alors la pauvreté et l'enfermement des plus pauvres dans le cercle de l'exclusion et de l'amertume.

Or, si l'on devait caractériser l'économie corse en une formule rapide, on pourrait avancer qu'elle est peu féconde en richesses, donc peu fertile en emplois. Dès lors, elle favorise le repli des moins favorisés sur eux-mêmes, les enfermant dans l'humiliante assistance. On ne peut donc manquer de s'interroger sur les conditions qui permettraient de sortir de ce cercle de pauvreté.

### **Un lourd héritage**

Les courants de forces qui modèlent l'histoire, sur longue période, ont une vigueur tenace. L'économie corse est affligée de cette apathie méridionale dont nos voisins italiens et espagnols du Sud n'arrivent pas à se débarrasser.

La Corse était pauvre ; elle reste pauvre. Le produit intérieur brut de la Corse, son chiffre d'affaires si l'on veut, atteint péniblement trente milliards de francs par an, soit à peine 100.000 francs par habitants. Pareil montant est nettement inférieur - plus de 10% - à celui de la moyenne des régions françaises et situe notre terre au dernier rang du classement des régions d'une nation riche, qui d'ailleurs ne s'est guère souciée du bien-être d'une île considérée comme exotique, et pour tout dire déjà "africaine", par des développeurs lointains. Comment du reste s'étonner de cette douteuse performance ?

La Corse ne présente, en effet, aucun des caractères d'un pays économiquement développé. Le secteur public tend à l'obésité, puisque les salaires versés à leurs agents par l'administration et les collectivités locales atteignent près d'un tiers du PIB régional, ce qui implique qu'environ un corse sur trois personnes actives occupe encore un poste de fonctionnaire.

Quant aux 22.000 entreprises privées, elles n'ont jamais eu la capacité d'animer activement la société. Nos firmes jouent un rôle mineur, d'où résultent maintes difficultés



économiques, sociales, donc politiques. Le trait le plus propre de l'économie corse : c'est l'absence quasi totale de ces grands groupes industriels qui façonnent l'économie mondiale. Microsoft, Ford, Rhône-Poulenc ou Nestlé vendent leurs produits à la clientèle corse, mais ils n'ont jamais créé ici de filiales locales. On ne remarque pas davantage l'existence de ces moyennes entreprises, employant de 50 à 500 employés, qui dans bien d'autres régions, chez nos opulents voisins lombards ou piémontais par exemple, constituent la fine pointe d'une économie moderne.

De fait, le tissu économique corse est constitué majoritairement de très petites entreprises, de TPE. 95% d'entre elles ont moins de dix salariés et la moitié n'emploie personne sauf le patron. Autre signe : aucune région française ne possède une aussi forte densité d'artisans que la Corse. Toutes ces TPE occupent, bon an mal an, environ 40.000 travailleurs, soit 40% de la population active. Mais hélas, en dépit de la compétence et du dynamisme de certains chefs d'entreprises, elles sont affligées d'un mal chronique qui les rend fragiles, sur un marché en lui-même chétif, car il compte moins de 260.000 consommateurs potentiels. Ce défaut est d'ordre financier ; il apparaît sur les documents comptables de nos petites entreprises où le poids des dettes à court terme pèse plus lourd que dans les autres firmes. Il en résulte que les entreprises corses sont très sensibles aux aléas de la conjoncture, parce qu'elles manquent de ces capitaux propres qui protègent des embûches inattendues. Le bassin des liquidités est toujours menacé d'assèchement, ce qui conduit inmanquablement à rencontrer de graves difficultés de trésorerie. C'est ainsi qu'environ 2.000 entreprises, 10% de la population des firmes, disparaissent chaque année.

De plus, la répartition des activités de nos TPE reste fort éloignée des canons d'une économie développée. La Corse apparaît, en effet, comme un désert industriel, où manque, depuis la fameuse révolution industrielle, un moteur qui aurait entraîné les autres secteurs. Certes, partout dans le monde, en l'an 2.000, l'industrie lourde ne constitue plus un trésor d'occasions fructueuses et d'activités lucratives. On va même jusqu'à discerner, dans la "tertiarisation" des économies, l'avenir des sociétés avancées. Dès lors, on pourrait penser que l'économie insulaire est mieux lotie que d'autres et innovantes : par exemple les métiers de l'informatique de nos jours. Or ce n'est pas le cas, en Corse, où la rubrique du tertiaire englobe une majorité d'activités traditionnelles qui, comme le commerce de détail, l'hôtellerie ou la restauration, n'ont d'autres perspectives de croissance que le progrès de la démographie locale et du tourisme. On ne s'étonnera donc pas, en cette dernière décennie du XX<sup>ème</sup> siècle où c'est la terre entière qui est affectée par le chômage, d'observer qu'en Corse le sous-emploi prend une tournure digne de celles qui gangrènent le Tiers-monde. De 1990 à 1998, le chômage et l'exclusion constituent un fardeau qui pèse de tout son poids sur la société insulaire, car l'un et l'autre sont structurels, persistants et tendanciellement croissants. On entre de plus en plus en précarité et on a de moins en moins de chance d'en sortir. C'est devenu un piège et non pas une étape temporaire dans une société qui s'adapte aux nouvelles conditions d'une concurrence mondialisée. Le chômage et l'exclusion corses ce sont, en effet, 25.000 "serviteurs inutiles" selon l'expression de l'Évangéliste, 25.000 exclus du salariat, un quart de la population active, donc 25.000 personnes mises au ban de la société, puisque le travail salarié n'accorde pas seulement un gagne-pain, mais permet surtout de s'insérer dans la vie de la Cité. Or voilà qu'à la fin du siècle l'orage semble s'éloigner de notre ciel.

## **Une nouvelle aurore**

Dans les derniers mois de 1998, on observe déjà quelques signes d'amélioration. Ils

vont se maintenir tout au long des années 1999 et 2000. Un tel renversement de la tendance engendre deux conséquences bénéfiques : une activité économique plus soutenue d'une part, une diminution du chômage d'autre part.

C'est le retour des touristes en Corse qui illustre l'amélioration du fonctionnement de l'économie. En effet, depuis 1999, plus de deux millions de touristes visitent annuellement notre île. Si l'on prend comme indicateur le nombre de nuitées, on constate que l'on est passé de 18.450.000 nuitées, en 1996, à 28.000.000, en 2000, soit une progression de plus de 50%. L'hôtellerie et la restauration enregistrent, dès lors, des progressions annuelles de chiffre d'affaires de 13% ; la location de voitures, quant à elle, augmente ses ventes de 16%, tandis que le commerce profite dans les mêmes proportions de la manne.

Conséquences : les trésoreries se portent mieux ; les dépôts dans les banques augmentent de 6% et le nombre des créations d'entreprises progresse. En 1999, 2.211 firmes ont vu le jour. Les comparaisons inter-régionales laissent même apparaître qu'en 1999, comme en 1998, il n'y a pas une région française où la progression aurait été aussi vive que dans notre île. C'est bien la première fois que des performances corses se situeraient au hit-parade des records économiques !

Examinons d'un peu plus près les implications de cette évolution :

Dans les secteurs traditionnels du commerce, des hôtels et des restaurants, se créent de nouvelles firmes.

- Globalement, la rentabilité des entreprises se renforce, ce qui paraît encourageant pour la consolidation des fragiles bilans.

Enfin, parallèlement à cette renaissance économique, l'emploi progresse d'environ 6%.

En bref, voilà que des aubes plus clémentes se lèvent, tous les jours, au large d'Aleria. Ne boudons donc pas notre plaisir d'observer ce renouveau. Cependant, le témoin objectif est contraint de signaler que cette embellie paraît précaire.

Ces jours meilleurs dépendent, tout d'abord, des fluctuations de la conjoncture européenne. Avant-hier maussade, hier brillante, aujourd'hui incertaine, celle-ci peut demain retomber dans la morosité. Les fluctuations de la Bourse, les déconvenues de la Nouvelle Economie et les risques de conflits en Orient ou ailleurs nous inclinent à tempérer un bonheur pour un temps retrouvé. Le printemps économique corse demeure aussi tributaire de l'état de la psychologie collective locale. Le "processus de Matignon", puis les "Assises des libertés locales" ont suscité des espérances. Or si l'espoir donne généralement du tonus, chacun sait aussi que le désespoir entraîne toujours une dépression d'autant plus profonde que les aspirations déçues étaient élevées. Mais surtout, les conditions de fondation d'une économie locale bien charpentée sont toujours absentes. Prenons deux exemples.

- Aucun chantier public de grande envergure ne soutient durablement l'activité de nos firmes. Ce ne sont pourtant pas les besoins qui manquent, qu'il s'agisse d'améliorer le réseau routier ou de construire des bâtiments d'habitation à loyer modéré.

- Les projets d'aménagement de la fiscalité restent toujours évasifs, sempiternellement la question de l'élaboration d'un code des investissements revient sur la place publique, comme pâquerettes au printemps. Toutefois aucune réponse concrète n'est donnée à cette demande.

Aussi, ne faut-il pas s'étonner que derrière une façade replâtrée, l'édifice apparaisse délabré, donc chancelant. Quelques signes de cet état de dégradation engendrent l'inquiétude :

- les agriculteurs connaissent toujours les mêmes difficultés ;
- les patrons et les employés du bâtiment continuent de compter les jours maigres ;
- les rares investisseurs s'ancrent dans une prudence timorée ;
- le chômage perdure. Il est caractérisé par une forte saisonnalité : la demande d'emploi plus faible en été (11.000 demandeurs en juillet) reprend hélas vigueur en hiver (14.000 personnes) ;
- les emplois précaires - un sur deux offerts - ne cessent de progresser, alors que 80% des demandeurs d'emplois recherchent - qui d'ailleurs pourrait s'en étonner ? - un poste stable ;
- les femmes et les jeunes continuent d'être les plus touchés par le fléau.

Certes, enregistre-t-on une augmentation globale de postes offerts. Par exemple, on annonce que 6.000 postes de travail ont été créés en 1999. Toutefois la moitié d'entre eux a pour origine les diverses formes d'aides publiques : il s'agit d'emplois jeunes ou d'emplois consolidés. Quant à l'autre moitié, celle qui regroupe les 3.000 postes créés dans les entreprises privées, elle est essentiellement constituée de "poor jobs", d'emplois pauvres et précaires. Dès lors, on ne s'étonnera pas de constater qu'à nouveau les plus audacieux, les plus entreprenants de nos jeunes gens, comme leurs ancêtres, recommencent à émigrer, puisque les chances de se trouver au chômage restent de 40% plus élevées sur l'île que sur le continent.

En Corse comme ailleurs, l'économie n'a pas d'autres buts que de servir équitablement tous les hommes et pas seulement une petite proportion de bien nantis. Quels que soient ceux qui conduiront la politique corse, dans les années qui viennent, il leur reviendra de demeurer vigilants en matière de création d'emplois. Tel est l'objectif prioritaire : de la quantité s'avère nécessaire pour résorber la poche de l'exclusion, mais de la qualité doit accompagner l'augmentation quantitative. Sinon, les plus compétents, comme jadis, partiront sous d'autres cieux. Les autres, enfermés dans leur triste indigence, rumineront leurs rancœurs.

CORTE 96 – 2002  
Site : [corte96.org](http://corte96.org)

Michel ACQUAVIVA / François ALFONSI  
Jean-Claude BIANCHINI / Jean-Pierre BONNAFOUX  
Dominique CASANOVA / Pierre Dominique DE LA FOATA  
Madeleine KOVALEVSKY / Marie Antoinette NUTTINK-RACCAT

Jacques ORSONI / François PERNIN  
Gaston PIETRI / Jean-Pierre POÛ / André SERRA